

En ce week-end pascal, quelques réflexions me viennent à la lecture de l'actualité de la semaine.

Toujours l'extrémisme laïque antichrétien

La religion catholique a rythmé le calendrier de la France et cette fin de semaine n'y déroge pas même si beaucoup ne voient là qu'un week-end prolongé, si possible ensoleillé. Cela n'en reste pas moins l'opportunité au moins des réunions familiales

En même temps, nos « amis » djihadistes massacrent les chrétiens qu'ils soient en Afrique ou au Moyen-Orient et cela, finalement dans une certaine indifférence même si le gouvernement s'en est saisi avec détermination.

Les « gros titres » de nos médias sont significatifs. En effet, ce 2 avril, au Kenya, pays chrétien à 80%, 147 personnes sont victimes d'un massacre sur le campus d'une université à Garissas. Seul le Monde évoque des kényans assassinés en raison de leur religion chrétienne (Cf. [Le Monde](#) du 4 avril). Pour la majorité des médias français, il s'agit d'un attentat terroriste qui a fait des victimes (Cf. Les [Echos](#), [L'Obs](#), [RFI](#), [Libération](#) qui n'évoque que l'assassinat de non-musulmans). Il faudra attendre l'appel du Pape pour que le Figaro du samedi 4 avril dénonce ce massacre antichrétien, ce qu'il n'évoquait pas auparavant.

Ce ne sont donc pas des chrétiens que l'on assassine mais des personnes. Les mêmes précautions ne sont pas prises pour des musulmans ou des juifs où le racisme et l'antisémitisme sont tout de suite mis en avant, même pour des cas sans lien avec la religion. Cet antichristianisme « culturel » aura à terme un effet de radicalisation. Comment croire en effet que la communauté chrétienne restera inactive ? Bien que.

Les chrétiens et surtout les catholiques, ont eu tendance à avoir un profil bas depuis des années. Tendre l'autre joue est une tradition bien entretenue. Finalement, se comporter comme une victime consentante, non violente, est l'une des caractéristiques de la chrétienté, certes pas toujours dans les faits, à la grande différence de l'islam. Cela a conduit sous l'empire romain à être donné à « manger aux lions » au nom de la non-violence inhérente aux premiers chrétiens.

La radicalisation des catholiques ne peut donc être qu'encouragée par un extrémisme laïque seulement orientée vers les catholiques. Mettre des affiches dans le métro pour le groupe « Les prêtres » qui veulent recueillir des dons pour les chrétiens d'Orient est interdit par la RATP (Cf. [Lci](#) et [Le Figaro](#) du 3 avril) car cette communication dérogerait aux principes de la laïcité. Mélanger action humanitaire et religion est pourtant une décision lourde de sens et montre un grand manque de discernement. Et il n'est pas besoin d'être croyant pour la critiquer.

Je resterai aussi intéressé par le processus décisionnel de la RATP qui a abouti à cette décision stupide et aussi par la présentation des personnes qui ont défendu cette position. Connaître les individus et leurs opinions permet bien souvent de comprendre les orientations prises sous le couvert des principes. Dans le cas d'un référé défavorable à la RATP la semaine prochaine, des démissions ou des mutations pour le bien du service public s'imposeraient.

Je ne doute pas que la nouvelle carte politique départementale du week-end dernier saura tirer parti de cette situation. Comment ignorer le lien qu'il y a entre cette attitude et la crise de la société française ?

Moyen-Orient : le droit à la guerre sans restriction ?

Le succès apparent des négociations sur le nucléaire iranien montre néanmoins la fragilité d'un Moyen-Orient déjà à feu et à sang. Certes, la possibilité de l'affrontement nucléaire entre un Iran disposant de l'arme nucléaire et d'Israël est temporairement écartée. C'est surtout à mon avis avoir repoussé la tentation des pays arabes du Golfe d'acquérir aussi cette arme nucléaire.

Désormais, la guerre « conventionnelle » peut continuer entre sunnites et chiites en Irak, en Syrie, maintenant au Yémen. C'est aussi la « vraie » guerre entre salafistes « sunnites » et sunnites « modérés », enfin entre Israël et ses voisins arabes, dont la Palestine qui est désormais membre de la Cour pénale internationale. L'arme du droit est désormais prête à être mise en œuvre.

Vous aurez remarqué aussi que cette arme du droit est relancée en France par cette décision rendue jeudi par la cour d'appel de Paris. Elle ordonne l'audition du général américain Geoffrey Miller, responsable du camp de Guantanamo de novembre 2002 à avril 2004 (Cf. [Libération](#) du 2 avril 2015). Encore un sujet pour nos réflexions.

Je reste surpris enfin par ces erreurs d'appréciation de nos médias sur l'avenir politique de Benjamin Netanyahu. Il devait (surtout) être battu selon tous les pronostics de nos experts. Cela n'a pas été le cas. Quelle déconvenue largement exprimée dans nos médias !

Enfin, quelques nouvelles de la Défense.

Il n'a échappé à personne que l'anniversaire de la création de l'OTAN a eu lieu ce 4 avril 2015. Sans doute pour marquer l'événement, l'OTAN a annoncé que le général Mercier, actuel chef d'état-major de l'armée de l'air, succédera en septembre 2015 au général Paloméros comme SACT, l'un des deux commandements stratégiques de l'OTAN, chargé de la transformation permanente des forces et des capacités de l'Alliance (besoins futurs, doctrines, recherche, entraînement et formation). Le second est celui du SACEUR, toujours tenu par un général américain. La France tient le poste de SACT depuis 2009 suite à sa réintégration dans l'OTAN.

En France, RP défense rapporte (Cf. [RP défense](#) du 2 avril 2015) que le ministre de la défense a demandé une rallonge à son budget. Les débats sur la mise à jour de la loi de programmation militaire sont en cours (Cf. [Le Figaro](#) du 2 avril) avant validation par le président de la République, lors d'un Conseil de défense envisagé autour du 22 avril. Bercy appliquera-t-il ces orientations ? Le doute sur sa discipline devant les « ordres » reçus est de plus en plus souvent évoqué.

N'oublions pas enfin nos chasseurs alpins bien peu présents dans les reportages (encore un appel à nos forces armées) dans leur mission difficile du recueil des débris de l'A320 dans les Alpes suite au crash du 24 mars 2015. L'Etat a toujours besoin de ses militaires en cas de crise.